

# **Loi El Khomri dite Loi Travail : contre le dilemme «pour», avec aggravation de la précarité et de la soumission à l'entreprise, ou «contre», avec maintien de la situation actuelle**

Les capitalistes n'embauchent que lorsqu'ils ont besoin d'augmenter leur production (en affectant d'abord plus d'ouvriers sur une même machine, par le travail continu en équipes, avant d'affecter plus d'ouvriers sur plus de machines) sous condition de rencontrer un marché solvable avec un taux de profit suffisant. En dehors de secteurs particuliers (travaux saisonniers, chantiers, etc.), ils n'ont pas besoin d'incitation à la débauche ou à l'embauche, sauf lorsque le cycle productif est à la baisse ou à la légère reprise, comme tel est le cas en ce moment.

C'est le sens des mesures gouvernementales appelées «Loi travail» (s'inspirant des rapports Combrexelle et Badinter) : s'ajuster à la demande, en jouant sur la durée d'utilisation du capital fixe et le coût de la force de travail, sans investir en capital fixe, donc permettre aux capitalistes d'augmenter la production au moindre coût.

Contrairement à ce que disent partisans et opposants à la «Loi travail», ce n'est donc pas pour résorber le chômage ou mieux «dépoussiérer» le Code du travail, que le gouvernement lance cette réforme. Il ne fait en cela, que poursuivre les réformes en œuvre depuis la mise en place (1998) de la loi des 35 heures (dite loi Aubry et même depuis les réformes Auroux de 1982) et qui a été développé sans cesse. Il s'agit principalement de :

- Redéfinir la durée du travail sur une base variable toujours plus annualisée, et donc aboutir à une moindre rémunération (de 25 à 10 % seulement), voire à plus de rémunération du tout de presque toutes les heures supplémentaires.
- Ne plus lier les conventions collectives aux accords nationaux et de branche, mais les amener au niveau des entreprises, voire descendre au niveau des sites de production. Inverser la primauté actuelle du droit du travail sur le contrat de travail par l'inverse (jusqu'à maintenant, l'accord de branche ou d'entreprise n'était pris en compte que s'il était plus favorable au salarié que le droit du travail).
- Faire changer les conventions et accords signés au gré de l'évolution des nécessités de la production sans faire signer les modifications individuellement par les salariés, par divers moyens dont le référendum, couplés aux accords «offensifs» pour développer l'emploi.
- Modifier et simplifier les conditions de rupture de contrat sans passer par les licenciements économiques
- Donner des nouvelles possibilités aux syndicats au niveau de l'entreprise pour augmenter leur représentativité.
- Favoriser, en échange, un contrat unique, le CDI, au lieu des sept types de contrat existants (1).

Le gouvernement veut inverser la hiérarchie entre la loi et les accords collectifs. Le but affiché est que l'accord d'entreprise s'impose à la loi. Ainsi, les entreprises pourront s'adapter au mieux à leurs besoins économiques du moment, redevenir concurrentielles, attirer les investisseurs et éventuellement embaucher. Ce qui, en soi, dans une logique capitaliste (la seule qui existe, pour l'instant, dans le monde réel), n'est pas idiot. En tout cas, cela est nettement moins stupide que ce que réclament les partisans du tout-État et du tout-Loi, car la logique implacable du taux de profit maximum n'a que faire des États et des lois quand ils ne lui sont pas favorables.

En effet, en permettant aux patrons d'adapter leurs outils de production ainsi que le temps de travail en fonction de leurs carnets de commande ; en leur donnant une visibilité claire et une sécurité juridique sur le coût du licenciement ; en essayant de pousser les partenaires sociaux à plus de cogestion assumée dans le cadre d'accords d'entreprises dits offensifs et défensifs, le gouvernement espère baisser le coût global du travail, au nom de la défense de l'emploi et de la compétitivité des entreprises.

Contrairement à ce que pensent aussi bien les partisans du retrait, donc du statu quo (et quel «statu quo» : 56 % des chômeurs ont un diplôme inférieur au Bac ; aujourd'hui, 90 % des embauches se font en CDD ; 1/3 des diplômés du supérieur n'ont toujours pas de CDI trois ans après la fin de leur études ; l'Unedic recense 760 000 personnes alternant chômage et petits boulots depuis 7 ans en moyenne ; 30 %

des CDD ont une durée inférieure à 3 mois ; pour environ vingt millions de salariés en CDI, plus de six millions de personnes sont soit en emploi précaire, soit au chômage), que les partisans de la réforme (et quelle réforme : amplification de la sujétion des salariés à leur commandement d'entreprise et ses impératifs de valorisation), il n'y aura jamais de solution socialement satisfaisante compatible avec le mode de production capitaliste et son rapport social basé sur la guerre économique, la concurrence, la subordination, la transformation de l'être humain en marchandise force de travail et sa soumission aux lois du marché.

Comme lors des réformes précédentes sur les retraites (1993, 1995, 2003 et 2010), ou lors de la tentative de mise en place du CPE (2006), ce gouvernement n'attaque pas l'ensemble des salariés mais les catégories déjà affaiblies des «entrants» (soit les jeunes jusqu'à 30 ans, contraints à plus de précarité et plus de soumission à l'ordre de l'entreprise) et des «sortants» (soit les vieux dont la durée de travail va s'allonger en échange de retraites plus faibles). Le cœur du salariat (soit les 30-55 ans) n'est que peu touché par les nouvelles mesures.

Aujourd'hui, force est de constater que les grèves ne mordent ni dans le secteur public, ni dans le secteur privé. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard que cette manifestation est organisée par les syndicats un samedi, jour où le comptage des grévistes ne sert quasiment à rien pour évaluer le rapport de force. Taire ces faits et continuer à se bercer d'illusions sur le «mouvement social puissant», ne peut conduire sûrement qu'à une défaite encore plus amère.

À nous de renverser la tendance et de trouver un moyen d'unifier toutes les catégories de salariés et de chômeurs ; pour cela nous ne pouvons compter que sur notre pouvoir propre, lequel doit s'enraciner sur le lieu de travail et trouver sa source dans l'autonomie ouvrière et politique, dans les ateliers, les usines, les hôpitaux ou les bureaux. C'est là que se trouve notre force potentielle.

La seule solution réside dans notre capacité à nous organiser de manière indépendante pour bloquer les sites de production, nous les salariés, les sans réserves, les prolétaires, en dehors de toutes structures institutionnelles qu'elles soient associatives, syndicales ou politiques.

Cette organisation, indépendante et clairement antagonique à toutes logiques étatique et marchande, est notre seul outil pour imposer nos conditions et changer radicalement nos vies.

### **Mouvement Communiste/Kolektivně proti kapitálu, le 09 avril 2016**

1. Pour un même poste de travail, on peut trouver aujourd'hui : CDI, CDI de chantier, CDD, Intérim, sous-traitance, alternance et stages, auto-entrepreneurs. Le CDI ne garantit pas l'absence de rupture du contrat du fait de l'employeur, mais ceux qui n'en possèdent pas sont des citoyens de seconde zone pour l'accès aux crédits immobiliers et aux crédits à la consommation.

Consulter les sites Internet de Mouvement Communiste : [www.mouvement-communiste.com](http://www.mouvement-communiste.com) et de Kolektivně proti kapitálu : <http://protikapitalu.org/>

## \* Couchés le jour, debout la nuit

Cela fait plus de quinze jours depuis le début des nuits debout à la Place de la République, à Paris. Des centaines de personnes qui occupent la place une partie de la nuit, après le travail, la fac, une journée au chômage ou à la retraite. Une initiative qui a pris la suite des journées syndicales de mobilisation contre la Loi Travail et qui voit défiler la gauche et l'extrême gauche réunies ; de Julien Dray (ami et conseiller de François Hollande) à Ségolène Royal (ministre de l'environnement), d'Anne Hidalgo (maire de Paris) à Jean-Luc Mélenchon (PG), d'Olivier Besancenot (NPA) à Jean-Pierre Mercier (LO-CGT), de Pierre Laurent (PCF) à Julien Bayou (EELV), et jusqu'à Nathalie Kosciusko-Morizet (Les Républicains) pour ne citer que les plus représentatifs. Tous ont eu des mots élogieux pour le campement de fortune de la place parisienne. À ceux-ci se sont unis beaucoup d'anciens briscards de la scène extrême et autonome de la capitale française dont nous taïrons les noms par manque de place.

### **L'humain réduit au «citoyen» de la République**

La chasse aux nouveaux venus par les rackets politiques habituels est ouverte sur la place. Les curieux y sont toujours nombreux. Les «militants» se comptent en centaines plutôt qu'en milliers. La «tête» des opérations a été vite prise par d'anciens du Parti de gauche, du PCF et du NPA, complétés par des cadres d'associations comme Droit devant, les Engraineurs, etc. Le programme est bien résumé sur le site des nuitards : *«Ni entendues ni représentées, des personnes de tous horizons reprennent possession de la réflexion sur l'avenir de notre monde. La politique n'est pas une affaire de professionnels, c'est l'affaire de tous. L'humain devrait être au cœur des préoccupations de nos dirigeants. Les intérêts particuliers ont pris le pas sur l'intérêt général».*

Les exclus lanceraient dans la place parisienne une réflexion sur l'avenir du monde. Rien de moins. Pour cela, ils se réapproprieraient la politique afin que «nos dirigeants» mettent enfin l'humain au cœur de leurs préoccupations. Et l'humain, pour les noctambules, n'est autre que l'intérêt général à opposer à l'intérêt particulier.

Sur ces bases, le capital, l'État et ses représentants peuvent dormir paisiblement la nuit. Après avoir galéré la journée, au travail ou pas, les insomniaques de la République ont trouvé leur joli défouloir. Au rythme frénétique de deux minutes chacun, les orateurs défilent sur l'estrade pour énumérer leurs plaintes, leurs doléances. La gestuelle bien codée de l'auditoire assis donne la mesure de la popularité des 120 secondes d'intervention. Les commissions, une pléthore, sont chargées de développer les concepts à peine esquissés dans l'assemblée citoyenne pour, in fine, pondre, pourquoi pas, une nouvelle Constitution citoyenne. La sixième République française chère à Mélenchon, Montebourg et aux trotskistes lambertistes n'est pas loin. L'économiste indigné, directeur de recherche au CNRS, Frédéric Lordon n'est pas non plus en reste. Avec ses préceptes réactionnaires sur «la nécessité de l'appartenance nationale», la défense de l'État et la sortie de l'Euro, il établit le lien entre la gauche nationaliste française, les souverainistes et les couche-tard.

### **La nuit porte-elle conseil ?**

La tentative d'assimiler la Nuit debout à la Puerta del Sol madrilène ou à la place Syntagma athénienne pour lui attribuer des parents nobles est une imposture vouée à l'échec. Les nombres font trop la différence mais pas seulement. Les raisons sociales aussi. Puerta del Sol et Syntagma ont été à un certain point les lieux de coagulation de la colère d'une jeunesse scolarisée et chômeuse au moment le plus aigu de la crise fiscale de leurs États respectifs. Ces deux places ont vu réunis à leur zénith des dizaines de milliers de jeunes radicalisés qui se réunissaient pour préparer des manifestations, des actions de masse contre l'ordre établi.

À la Place de la République, on dénombre deux actions réussies une à l'appel du DAL pour empêcher une expulsion, l'autre à l'appel d'un collectif de sans-papiers pour en aider certains. Dans ces deux cas, les associations sont venues recruter les bonnes volontés. Et un seul débordement sans conviction de

quelques centaines de gens qui voulaient se diriger vers le domicile parisien du Premier ministre.... Le reste est un spectacle minable confiné à l'espace qui leur a été concédé par l'État. Un spectacle fait essentiellement de beuveries et de mauvaise musique improvisée ; entre la mauvaise fête techno et le rassemblement de boy-scouts en somme.

Pour trouver une pensée cohérente sur la Nuit debout, pas la peine de la chercher au supermarché Lidl des idées de la Place de la République. Ce sont les journaux de la gauche d'État et de la radio d'État, France Inter, qui se chargent de lui inventer une cohérence idéale. Membre d'Attac, ancien dirigeant de la LCR et un des fondateurs du syndicat SUD-PTT, Christophe Aguiton, aujourd'hui reconverti en professeur des universités, est parmi les plus appliqués à fournir une raison d'être idéologique aux noctambules de la République.

### **Les nuits magiques de l'improbable Professeur Aguiton**

Dans son interview à *Libération* du 8 avril dernier, par la magie d'une pirouette planétaire reliant les Occupy anglo-saxons à la Puerta del Sol et à la place Taksim d'Istanbul, le trotskiste assimile même Nuit Debout aux Printemps arabes. Et ne voit qu'une différence de temps et de lieu : ici ça se passe la nuit et l'occupation est intermittente. Ailleurs, ce fut toute la journée et les occupations ont été permanentes. En fait, Puerta del Sol, Syntagma, Taksim, Occupy à Oakland et, à beaucoup plus forte raison, pour les dits Printemps arabes, se sont caractérisés par des mobilisations offensives et de masse avec un caractère insurrectionnel plus ou moins marqué. Dans le cas des Républicains noctambules, en revanche, la règle est le respect de l'ordre et des lois. Le point commun entre Paris et ces autres lieux est plutôt dans l'incapacité d'enracinement dans les territoires productifs des métropoles capitalistes. Dans tous ces cas, les places occupées sont restées des lieux abstraits, des agoras dépourvues de liens durables et encore moins solides avec la production sociale.

### **Territoires productifs et lieux abstraits**

Ce défaut a entraîné à plus ou moins long terme la mort ou l'absorption dans les rouages de l'État ; en Espagne avec Podemos, en Grèce avec la Syriza. La nouveauté du phénomène est, en fait, sa faiblesse structurelle face à l'État et au Capital. Ces derniers ont juste à gérer le spectacle des affrontements, quand ils se produisent. Évidemment, ce jugement ne concerne pas les Printemps arabes aux racines plus complexes et très éloignées des Occupy. Mais à Christophe Aguiton, il suffit que cela se passe dans une place avec une manifestation pour établir un trait d'égalité.... et de modernité.

Oui, car notre sociologue des luttes voit dans les manifestations de rue un phénomène nouveau qui s'impose un peu partout depuis les années 1990. Les manifestations un phénomène nouveau ? À preuve de ses dires, il affirme que le retrait de la réforme des régimes spéciaux de retraites de Juppé (1995) puis celui du CPE de Villepin (2006), ont été la conséquence des centaines de milliers de personnes dans la rue. Habitué à la simplification journalistique, il oublie la forte mobilisation des cheminots et des agents de la RATP, dans les gares et les ateliers, et les grèves de masse réussies dans les lycées et les facs à l'époque du CPE.

Dans ces deux cas, les manifestations ont agi en complément et en couronnement de mobilisations qui ont su investir et bloquer certains territoires productifs. Il va sans dire qu'aujourd'hui, il n'y a rien de tout cela. Le porte-drapeau de la pleine lune arrive même à dévaloriser les grèves et les occupations d'usines de 1936 et de 1968, pour ne retenir que le nombre de participants aux manifestations comme critère de victoire.

### **La grève démodée et impossible ?**

Forme traditionnelle de la lutte de classe, la grève n'a plus d'attrait à ses yeux. Pire, elle est devenue *«plus difficile pour de nombreux salariés, en raison de collectifs de travail plus éclatés, de la précarité, des horaires différents, du télétravail»*. Le sociologue sans mémoire oublie que la PME est depuis toujours la dimension largement majoritaire des entreprises capitalistes et que la précarité et la division croissante du travail sont des constantes de la condition des travailleurs sous le mode de production capitaliste. Mais la raison principale pour laquelle la grève est démodée serait, pour lui, *«le risque du licenciement, particulièrement dissuasif en cette période de fort chômage»*.

Un risque que, bien sûr, nos aïeux ne couraient pas car, par le passé, le chômage n'existait pas et le patron offrait des fleurs et accordait des augmentations aux ouvriers dès qu'ils se mettaient en grève.

### **Chassée par la porte, l'idéologie de la grève générale illimitée refait surface**

Mais virée par la porte, voilà que la grève revient par la fenêtre onirique des chefs noctambules qui ont commencé, quinze jours après le début des nuits debout, à percevoir l'inutilité pratique de leur initiative. Et voilà qu'ils ressortent le mythe si cher aux gauchistes français de la *«grève générale illimitée»*. Une grève salvatrice qui devrait résoudre toutes les contradictions et tous les problèmes et

unir tous les travailleurs. Une grève qui éclorait soudainement, sans préparation, sans luttes préalables, sans organisation. Un type de grève qui n'a jamais existé et n'existera jamais dans la forme envisagée par les noctambules. La mobilisation de l'ensemble du prolétariat est la conséquence de la montée en puissance de luttes et des agitations de masse partout où le prolétariat vit et travaille. Ces combats contre le Capital et ses appendices constitués par les syndicats et les partis-de-gôche bourgeois ne pourraient se déployer que par paliers en s'unifiant à mesure de leur renforcement. La grève générale ici décrite présupposerait enfin l'enracinement dans les territoires productifs des organisations autonomes de la classe.

Mais ce n'est pas cette idée de la grève générale que nos idéologues chérissent. Leur «grève générale illimitée» serait l'enterrement préventif de la lutte autonome. Elle serait appelée par les syndicats d'État et servirait politiquement les organisations degôche du capital. Elle serait à l'image, en somme, des journées de «lutte» contre la Loi Travail : inopérantes, démoralisantes et inutiles.

### **Le rève nocturne, la seule alternative aujourd'hui viable pour le Professeur Aguiton**

En attendant que la «grève générale illimitée» advienne, la grève nocturne n'a que des qualités pour le trotskiste déguisé en chercheur. *«Il ne s'agit pas de bloquer le travail, mais de continuer.»* Continuer quoi ? La manifestation et l'occupation permanentes, misérables succédanés de la révolution permanentes de ses mentors. On ne bloque pas l'économie (mais comment pourraient-ils y parvenir sans la bonne vieille grève désuète d'antan ?), on se sent vivre dans la manifestation et l'occupation (autorisée) des places. Une sorte de protagonisme social inoffensif, savamment entretenu par les médias bourgeois et par l'État lui-même.

Dans cette stratégie, les médias jouent le beau rôle, en fait. Ce sont eux qui sélectionnent les porte-paroles, les représentants dignes de s'exprimer largement. Ce sont encore eux qui donnent des points positifs ou négatifs aux initiatives des nuitards. Et c'est enfin par leur intermédiaire que le contact avec l'État s'établit au moyen d'interviews croisées et autres tribunes «libres».

### **Les nuits blanches du Professeur Lordon**

Le protagonisme social des Nuits debout correspond aussi aux élucubrations sur le *«corps politique»* et *«l'affect commun»* des disciples modernes de Baruch Spinoza, messieurs Frédéric Lordon et Antonio Negri. Pour Frédéric Lordon, l'émotion serait la *causa efficiens* de toute mobilisation. Exit la haine de classe, exit la détermination matérielle et exit, surtout, les classes. Dans cette vision de ceux qui *«ne revendiquent rien»*<sup>1</sup>, ce qui compte est l'individu qui se singularise au sein de petits ensembles *«en mouvement»* de gens partageant *«un affect commun»*. *«Entendez qu'après quelques décennies à faire, vous et vos semblables, la démonstration de vos talents et de votre hauteur de vue, l'idée de négocier quoi que ce soit avec vous nous apparaît absolument sans objet»* (*idem*).

Ne pas négocier, c'est bien. À la condition de savoir prendre. À la condition d'établir un contre-pouvoir effectif sur et dans les territoires productifs. Un pouvoir arraché par le combat, par la détermination du plus grand nombre de sans-réserves. À la condition aussi d'avoir bâti l'organisation politique capillaire de l'autonomie ouvrière, contre partis, syndicats, et autres corps intermédiaires, administratifs et exécutifs de l'État. Malheureusement, en cas contraire, la lutte de classe passe par la lutte défensive, donc y compris par les revendications et la négociation.

### **Voyage jusqu'au bout de la Nuit debout**

Le résultat politique de ces agitations superficielles de la société civile n'est pas encore définissable avec certitude. Toutefois, le fait est que l'exécutif actuel, ou tout au moins une partie de celui-ci, souhaite transformer l'essai en un remake de SOS Racisme. Une organisation qui était née, en octobre 1984, sur les décombres de la lutte des Beurs de la fin 1983 (cf. La marche pour l'égalité et contre le racisme). Un an après, un petit cercle de quatre trotskistes de la LCR passés avec armes (pas beaucoup) et bagages (beaucoup) sous l'aile de François Mitterrand Président, crée avec l'appui massif de chanteurs, acteurs, écrivains et savants de gôche une nouvelle organisation de jeunesse liée au PS au pouvoir.

À la manœuvre, déjà à l'époque, un certain Julien Dray et... François Hollande. En 1983 et 1984, l'actuel président de la République avait été directeur de cabinet des deux porte-paroles successifs du troisième gouvernement de Pierre Mauroy (Max Gallo et Roland Dumas) après avoir été à l'Élysée en qualité de chargé de mission.

Pour leur part, les Mélenchon, les Laurent et les Besancenot tentent de raviver l'intérêt pour leurs pâles candidatures à la présidentielle de 2017 (le porte-parole du NPA roule, lui, pour son camarade

---

1 cf. <https://blog.mondediplo.net/2016-03-29-Nous-ne-revendiquons-rien>

invisible, Philippe Poutou). *«Je ne veux pas récupérer le mouvement et je serai très fier que le mouvement me récupère»*, a déclaré, sans vergogne, le social-nationaliste Mélenchon lors de l'émission «Le Grand Jury» RTL-Le Figaro-LCI du début avril, toujours en quête de nouveaux disciples. Quant aux leaders associatifs des noctambules républicains, eux, rêvent de Podemos pour remplacer les précédents aux premières loges de la politique bourgeoise de gôche.

### **Les nuits républicaines virent au cauchemar**

Les centaines ou les milliers de participants plus ou moins actifs à la mise en scène nocturne de la République sont donc les instruments de ce «renouveau» de la politique bourgeoise de gôche appelé de ses vœux même par le président de la République française lors de sa dernière intervention télévisée. *«Je trouve légitime que la jeunesse, aujourd'hui par rapport au monde tel qu'il est, même par rapport à la politique telle qu'elle est, veuille s'exprimer, veuille dire son mot»*, a-t-il déclaré. Peu importe si les participants aux nuits républicaines sont conscients de cette opération politique. Et si certains d'entre eux pensent qu'en «radicalisant» un mouvement qui n'existe pas, on mettrait à mal ce projet, ils se trompent. Eux aussi font partie du spectacle, de la simulation de la lutte de classe que les Nuits debout représentent.

Philippe Martinez, le patron de la CGT, leur a rappelé dans une interview à *L'Humanité Dimanche* qu'*«il ne faut pas oublier que la première Nuit debout s'est constituée à la fin de la grande manifestation organisée par les syndicats. C'est donc un mouvement issu en partie du mouvement social»*. Et quand le chef de la CGT dit *«mouvement social»*, il entend les protestations inoffensives récentes contre la Loi Travail organisées par une partie des syndicats d'État, dont le sien.

Philippe Martinez a raison : la Nuit debout est aussi sa créature. Sans l'apport de son syndicat, de ses concurrents de SUD, du PCF, du Parti de gauche, du NPA, d'EELV et des associations qui leur gravitent autour, les nuits de la place de la République n'auraient pas existé.

Ces nuits sont la meilleure démonstration de l'impuissance du dit «mouvement social» cité par le patron de la CGT face aux offensives patronales et gouvernementales. Les grèves appelées par les syndicats échouent, les manifestations s'amenuisent à vue d'œil. La Nuit debout reste la seule alternative pour poursuivre la «protesta» symbolique, la seule manière pour continuer à exister de la gôche d'État qui a choisi la posture contestataire.

### **Nuit et jour, œuvrer pour l'autonomie ouvrière, contre l'État et le capital**

Face à la misère politique et sociale que représente la Nuit debout, aux manœuvres politiques au sein de la gôche du capital qu'elle déclenche, il y a une seule alternative réelle pour celles et ceux qui veulent en finir avec le capitalisme et l'État. Cette alternative est le travail obscur, continu, discret et le plus capillaire possible pour enraciner dans les territoires productifs du capital la ligne rouge de l'autonomie ouvrière, de l'indépendance politique du prolétariat vis-à-vis tous ses ennemis, militants de la nuit compris.